

# Le but du voyage. . . Quel sens donnent-elles alors à leur travail?

## Enrayer le processus de précarisation

Les associations réduisent les coûts des dégradations provoquées par la logique néolibérale (en continuant la défense des droits acquis sous l’Etat providence en quelque sorte).

“On offre un lieu de rencontre où les personnes peuvent prendre conscience de certains problèmes et où elles peuvent élaborer des projets.”

Elles permettent aux femmes de garder un lien avec un environnement autre que familial et privé. Elles cherchent à valoriser les compétences des femmes, à les maintenir, à les raviver, à les améliorer. Rompant l’isolement des personnes ou élargissant la sphère personnelle informelle de celles-ci, les associations participent “au coup de pouce” indispensable à une réactivation de la personne. Elles convertissent l’identification négative à un groupe “sans” (sans qualification, sans utilité sociale, etc.) en une identification positive à un groupe “avec” (avec des compétences, des sens pluriels, des actions collectives, etc.).

## Questionner le fonctionnement des institutions

Souhaitant dépasser le lien minimum institutionnel avec les femmes, les associations passent beaucoup de temps à accueillir, aider, discuter avec les femmes. C’est donc aussi le fonctionnement des institutions travaillant avec les “désinsérées” que les associations ISP femmes questionnent. Ce faisant, elles déplacent l’origine du problème de l’exclusion: du comportement des femmes au mécanisme institutionnel. L’analyse des comportements des femmes précarisées appelle celle du fonctionnement des institutions qui sont censées s’en occuper. Les solutions mises en place par les associations ISP “femmes” mettent en évidence la nécessité d’une nouvelle approche de l’ accompagnement des femmes dites “à risques”.

## Travailler à l’égalité entre les hommes et les femmes

Leur choix de travailler avec des femmes (ou parmi un public mixte, se préoccuper particulièrement de l’insertion des femmes) quelles que soient les raisons qui les y ont menées (observations, pratiques, partenariats étroits, histoire institutionnelle, etc.) inscrit ces associations dans une finalité d’égalité Hommes/Femmes. Ce travail pour l’égalité se poursuit notamment par une mise en lumière des problèmes vécus par les femmes et des compétences qui peuvent être mises à disposition de la collectivité sous forme de postes que les femmes (y compris les moins scolarisées) peuvent pourvoir (sans exception pour les filières traditionnellement masculines). Les effets de notre modèle économique sont plus visibles sur les femmes dites “à risques”, mais par la mise en lumière des conditions de ces femmes, c’est la dégradation générale des conditions de l’ensemble des salariées et des chômeuses que les associations donnent à voir.

## Mener un travail culturel alternatif

Par le biais de certaines de leurs pratiques éducatives, les associations prouvent qu’elles mènent un travail culturel en résistance par rapport au modèle néolibéral et ses dérégulations. La croissance de type capitaliste a réussi à entraîner dans son sillage l’ensemble des activités de la société, y compris celles liées à la reproduction comprise dans le sens large du terme. Seuls les échanges subordonnés à la logique du marché sont valorisés et pris en compte. Pourtant, malgré leurs contraintes, les associations tentent de mener une activité éducative véhiculant des valeurs non marchandes. Elles développent une capacité réflexive non seulement en direction des besoins dans les secteurs économiques, mais en direction de l’autonomie des femmes, de la création de solidarités. Si les deux dimensions économique et sociale de l’ISP sautent aux yeux, par contre on oublie trop souvent la dimension symbolique de l’approche. Or, celle-ci est capitale: donner du sens dans le cadre de valeurs humanistes, d’autonomie, d’égalité, de justice et de tolérance. De nombreuses analyses ont bien montré que la santé mentale des chômeurs est meilleure si les activités qu’ils mènent sont porteuses de sens et structurées au sein d’organismes qui fournissent une image positive et valorisante de leur identité sociale. En introduisant dans l’image que les femmes ont d’elles- mêmes des incises au regard positif, les associations font plus qu’un travail psychologique, elles activent une insertion collective au travers de laquelle de nouvelles manières d’appréhender le monde se dessinent et se conjuguent avec les anciennes. Voilà sans doute une des nombreuses facettes de ce travail culturel.

## Oser un autre type d’économie

Les associations mettent en œuvre une économie où la plus-value s’inscrit dans une perspective sociale et non dans la logique de la recherche d’un profit “privé”. Enchâssé au sein d’un tissu local, le type d’économie qu’elles défendent pourrait, s’il était suffisamment soutenu, profiter à long terme à la société tout entière.

**“Même-toi de la sagesse des autres Les chemins tortueux que tu prends vont paraître obscurs, ils le sont, mais veille à ce que personne ne t’en détourne.” T. Benacquista**

## Contre vents et marées

## Quelques pratiques à contre-courant

C’est convertir l’idée de la contrepartie (je suis obligée de suivre une formation)

en une position “de droit” (j’ai droit à cette formation).

C’est maintenir coûte que coûte une position éducative face à des femmes vulnérables — entre autres par la valorisation des compétences des femmes et la création d’une identité individuelle et collective positive.

C’est développer des stratégies d’articulation entre les acteurs divers (ceux qui peuvent agir sur la logique de l’Etat et ceux qui agissent sur le plan économique), articulation sur les lieux d’action (du local vers le régional, le fédéral, l’eupéen, l’international), articulation entre les associations du même secteur (par la constitution de fédérations).

C’est interroger le concept “travail” en donnant de nouveaux sens aux activités de “reproduction”.

**“L’ensemble de pratiques et de comportements qui concourent aux objectifs de recomposition du lien social et de reconstitution d’un territoire de vie. Ces pratiques relèvent aussi bien de l’économique que du social et du politique, mais sont tournés vers des objectifs distincts de l’accumulation désencastrée. Il s’agit d’une reproduction étendue parce qu’ elle ne concerne pas que le privé ou le domestique, mais l’ensemble des pratiques visant à renforcer un lien social dans un lieu de vie déami à partir d’une identité sociale et culturelle.” F. Degavre**

## Mais qu’est-ce qu’elles veulent?

## L’officiel et le “stoemelings” des associations d’insertion de femmes

“Je veux que les femmes qui viennent dans mon association soient accueillies. Qu’elles grandissent dans leur environnement.”

“Tu as vraiment confiance en moi” disent-elles.

Et progressivement, les choses autour d’elles changent puisqu’elles-mêmes évoluent dans leur façon de se voir elles-mêmes. Chaque personne qui vient développe des compétences. C’est la reconnaissance qui la fait grandir. Elle vient, elle part, elle a recréé des choses. Elle découvre d’autres bulles sociales: les clients, les autres stagiaires. Nous n’avons pas de modèle de réussite pour elles. Nous voulons rester une petite équipe. J’ai même hésité à rentrer un dossier FSE au vu du temps que cela prenait. Je dis aux bailleurs “on va faire ce que vous nous demandez”, mais à l’intérieur de ce cadre, on veut que certaines choses soient absolument faites avec les femmes. Aujourd’hui, une femme arrive, on la prend en considération immédiatement. Le lendemain, elle est sur chantier et l’après midi en formation. On expérimente dans l’instant. Quant au lobby, nous le déléguons à d’autres et transmettons l’info à nos stagiaires. Dans notre EFT, le travail reste un moyen, c’est une limite. Or, les femmes sortant de l’EFT veulent un emploi. Donc, on est en train de monter une coopérative de nettoyage à finalité sociale, c’est une suite logique” Directrice d’une EFT, Namur

“On a l’impression de ne plus s’inscrire dans une logique sociétale. Nous les formatrices devons nous poser plus la question du pourquoi nous faisons ce type d’accompagnement. Le non marchand est au service du marchand”

“Une grosse partie de l’argent passe à l’administration.”

“On participe au contrôle social. On est en train de mettre un couvercle sur une révolution qui pourrait exploser”

“Nous sommes dans une position intermédiaire entre le cri et la révolution. Comment renouer avec l’éducation permanente? Comment construire à partir de cris? Comment activer des actions collectives?”

“Nous sommes conscientes de la qualité de notre travail. Mais nous ne sommes pas des partenaires aux yeux des autres, nous sommes sous contrôle. Il y a un déséquilibre et on laisse ce pouvoir aux mains de l’autre. Nous sommes dans un état de dépendance. Comment rééquilibrer la chose?”

“Au lieu que l’économie soit encastree dans les relations sociales, ce sont celles-ci qui sont encastrees dans l’économie.” K. Polanyi

Toutes les associations francophones et la plupart des associations néerlandophones se préoccupant de l’insertion sociale et professionnelle des femmes développent des activités de formation. Selon leur tradition, leur histoire, la compétence particulière de leurs accompagnatrices, leurs partenariats locaux, leurs publics, elles mettent l’accent plutôt sur l’apprentissage par une participation active au processus de production (EFT) ou sur une formation qualifiante ou certificative (OISP). D’autres s’orientent vers la production et mettent les femmes directement à l’emploi (sociale werkplaats, dienstcentra, buurtdiensten, coopératives, etc.) Leurs stratégies de recrutement elles-mêmes dépendantes de ces facteurs les amènent à rencontrer des publics aux prérequis divers et les groupes se forment dans un souci d’équilibre afin d’atteindre les objectifs attendus. Les programmes se dirigent vers des secteurs aussi diversifiés que l’informatique, le nettoyage, l’horeca, la vente, la couture, l’aide aux personnes, les travaux en bâtiment, les arts ou artisanats. Les méthodologies relèvent de plusieurs écoles pédagogiques. Les associations ont des stratégies de “recrutement” qui passent essentiellement par des canaux ordinaires (affichages dans des lieux publics, presse écrite et journaux locaux, bouche à oreille). Elles accueillent de plus en plus de femmes envoyées par des partenaires institutionnels (CPAS, Forem, Carrefour Formation). Cependant, chaque association à “ses” groupes, c’est-à-dire que ceux-ci évoluent en fonction non seulement des critères fficiels, mais aussi de critères internes, du “bouche à oreille” entre les stagiaires, du type de renommée de l’association, des secteurs de formation proposés, de la région (peu de femmes immigrées au sud de Namur et au Luxembourg par exemple, majorité d’Africaines à la COBEFF, etc.).

# Que vont-elles faire dans cette galère? Les principales tensions vécues au sein des associations d’insertion de femmes

## (\*) Et au sein de l’association

- A. Sur le plan des méthodes pédagogiques: mener à la fois un accompagnement individuel et un travail social collectif
- B. Assurer la survie de l’association (suivi des dossiers, recherche de fonds, etc.) et continuer la prise en compte des besoins des femmes
- C. La production ou la formation socioprofessionnelle?

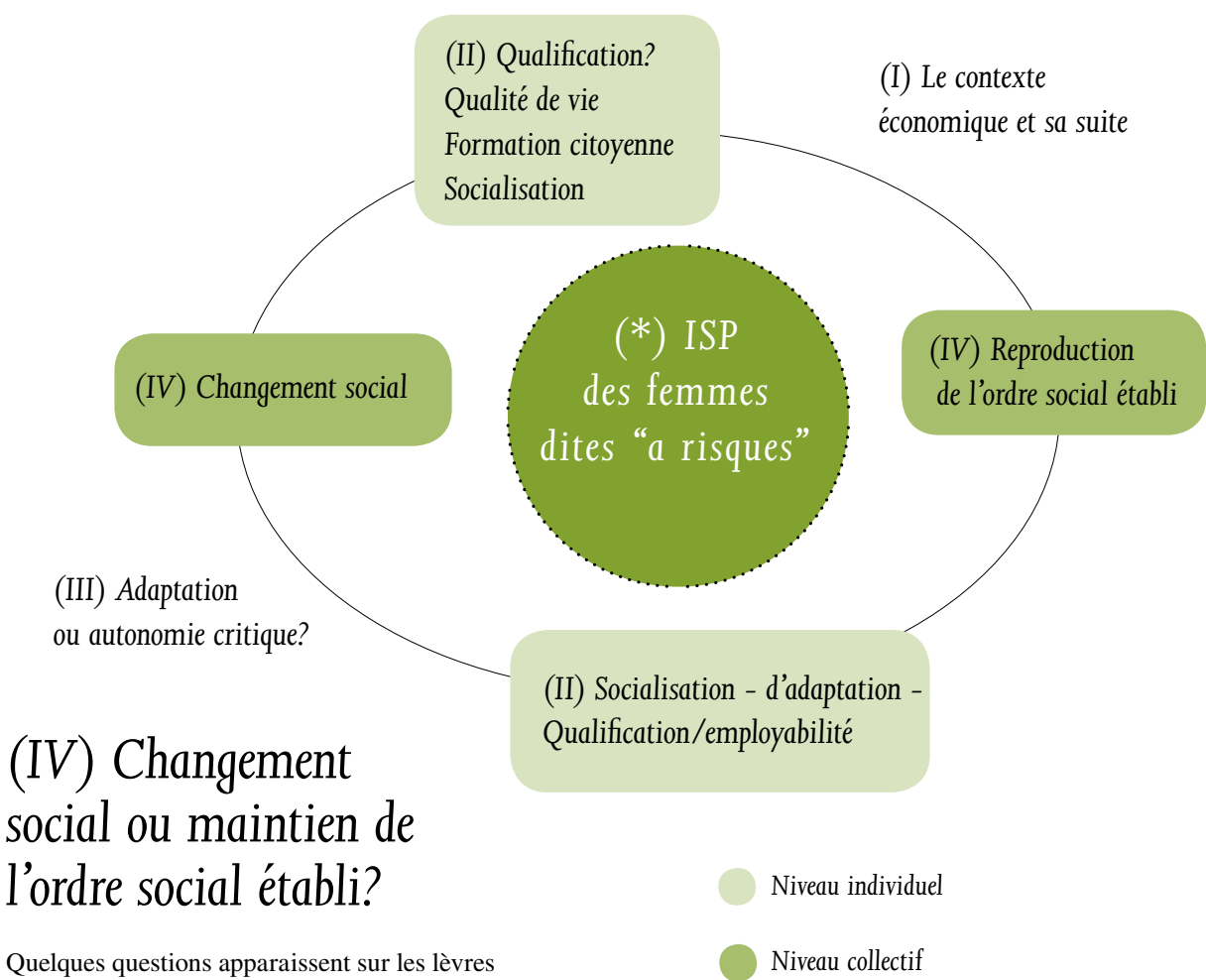
Prenons l’exemple francophone des Entreprises de Formation par le Travail (EFT). Elles ont pour mission une formation par la mise en situation réelle de travail pour les personnes. C’est du chiffre d’affaire réalisé par la vente de ses biens et services que l’EFT tire partiellement ses recettes. Ce qui entraîne au moins deux conséquences. Pour les stagiaires, la confusion s’opère entre apprentissage et prestation réelle d’un travail, ce qui engendre l’impression de travailler pour peu de “rémunération” (ce qui, pour les femmes qui ont des contraintes familiales, n’est pas intéressant vu les horaires et le travail de rentabilité à fournir). Pour les formatrices, existe la difficulté à maintenir l’équilibre entre dispenser une formation pour les personnes et réaliser des biens et des services qui ne souffrent aucune concession. Autrement dit, l’implication des stagiaires dans le processus de production prend parfois le pas sur leur formation socioprofessionnelle. Cette articulation entre activités marchandes et non marchandes n’est simple ni à comprendre pour les stagiaires ni à gérer pour les accompagnatrices. Et les associations se voient parfois obligées de privilégier l’activité économique au détriment des activités de formation. L’EFT est en quelque sorte contrainte de fournir une prestation de qualité si elle veut faire son chiffre d’affaires –ce qui suppose une mise en confiance durable du client qui peut solliciter des biens et des services de manière récurrente- Et ce, la plupart du temps, avec des personnes issues du “noyau dur” du chômage et en gérant une rotation du personnel — que ce soient les formatrices chefs de chantier ou les stagiaires impliquées dans le processus de production. Or, le coût des activités non marchandes indispensables à l’insertion des personnes précarisées semble insuffisamment pris en compte par les pouvoirs publics. L’impression qui se dégage des responsables EFT est celle d’être enfermées dans un cadre de production trop restrictif sans avoir la possibilité d’un “espace de jeu”, d’une marge de manœuvre pour pouvoir mener à bien leurs activités autres que la production. Les associations EFT tentent de s’adapter à ce fait notamment en adaptant la taille de l’EFT et le chiffre d’affaires en fonction du type de public qui fréquente l’association (le “coût” des activités non marchandes sera plus élevé si les personnes ont beaucoup d’obstacles à l’insertion).

## (III) Adaptation ou autonomie critique?

- A. Avant l’insertion professionnelle des femmes, une nécessaire prise en compte des autres aspects de leur vie  
Les femmes qui s’inscrivent en formation ont la caractéristique commune d’être en situation précaire. Lorsqu’elles passent déjà le cap de l’inscription, elles continuent à vivre souvent dans des conditions contraignantes qu’elles gèrent tant bien que mal simultanément à leur projet de formation. Si les associations veulent garantir une bonne issue de la formation qu’elles dispensent à ces femmes, elles sont obligées de tenir compte de la situation de celles-ci. Même si la plupart des associations posent des limites à leur accompagnement et ne prennent pas en charge la totalité des problèmes des femmes, elles ne peuvent faire l’économie d’une certaine prise en compte de ceux-ci. Généralement, les associations essayent de s’adapter aux contraintes des femmes par exemple en faisant correspondre les horaires de la formation à ceux des femmes de manière à leur permettre de respecter l’horaire scolaire des enfants (par contre, certaines EFT maintiennent les horaires de travail en argumentant la mise en situation “vraie”), en négociant avec le conjoint ou les parents afin qu’ils autorisent la femme à suivre la formation, etc. Pour pallier l’absentéisme pour force majeure (fréquent chez les femmes), certaines associations ont opté pour un paquet “crédit temps” de deux semaines de congé que les stagiaires peuvent employer comme elles l’entendent selon leurs impératifs. Certaines associations, pour répondre aux multiples besoins des femmes, prennent en charge, en leur sein même, diverses activités regroupées autour d’objectifs distincts (par exemple: un module pour l’orientation, un module pour le “bien-être”, un module technique, etc.). La création d’un dispositif “suivi psychologique” est parfois envisagé. La plupart d’entre elles développent des partenariats avec des organismes de manière à dépasser les obstacles contextuels freinant le parcours des femmes.

- B. Une formation “employabilité” ou une formation “citoyenneté”?  
Si la formation technique (apprentissage des compétences et savoir-faire pour réaliser une activité) est importante aux yeux des associations, la préoccupation éducative (développement de l’être, transmission de valeurs et de savoirs) représente la plupart du temps la face cachée et néanmoins prioritaire de l’activité. Cette disposition éducative est une sorte de soubassement à toutes les autres activités. On peut difficilement d’abord éduquer, ensuite former ou encore d’abord éduquer, ensuite insérer. Il s’agit surtout d’une manière de transmettre qui prend du temps et exige des compétences particulières. Or, ce qui est demandé aux associations, c’est de rendre les personnes “employables” et non “citoyennes”.

“Beaucoup de centres d’insertion sont nés de l’éducation permanente. On a subi plusieurs influences et on se retrouve actuellement dans une position de faux parastataux. C’est une lutte constante pour faire de l’éducation permanente déguisée” Une directrice OISP



## (IV) Changement social ou maintien de l’ordre social établi?

- Quelques questions apparaissent sur les lèvres des directrices des associations d’insertion
- Comment discerner les causes de la précarisation dues aux caractéristiques des femmes elles-mêmes et à leur environnement immédiat de celles qui sont dues à un contexte plus global?
  - “Activer” les femmes sans emploi ou “activer” les institutions qui créent le chômage?
  - Respecter les règles des pouvoirs subsidiaires à la lettre ou demeurer critiques par rapport à celles-ci?
  - Insérer au sein de l’économie dominante ou au sein d’une économie alternative?

Ces demandes qu’elles posent reflètent bien la tension entre l’objet social strict de l’association et ses finalités politiques “idéalistes” à long terme ainsi que celle qui pourrait exister entre les objectifs à court, moyen et long termes.

“On ne conçoit plus la formation comme un bien collectif dont il faut démocratiser l’accès, mais comme un facteur de production pour assurer le bon positionnement concurrentiel d’une région ou d’une nation” J.-L. Guyot

## (I) Le contexte socioéconomique et sa suite. . .

L’évolution du paysage de l’emploi produit une population féminine “exclue”. Chez les associations, cela entraîne au moins deux tensions:

- Entre l’objectif d’insertion professionnelle poursuivi dans le centre et le type d’emploi — ou le non emploi qui attend la stagiaire en fin de parcours.

“Si la formation des femmes devait se rapprocher de celle des hommes, cela ne comblerait pas la discontinuité des carrières de nombreuses femmes ni la position d’insertion sur le marché du travail qui s’ensuit. Malgré une hausse générale des niveaux d’activité et de qualification des femmes, nombre de femmes qui désireraient travailler ne pourraient pas être absorbées par le marché du travail avant que ne soient menés à bien des changements majeurs au sein des institutions économiques et de la famille” I. Ostner et J. Lewis

L’insertion professionnelle est un objectif officiel alors que sur le marché de l’emploi, les offres existent fort peu (et lorsqu’elles existent, à quelles conditions?). Ainsi, l’insertion sociale et professionnelle est un concept auquel les associations donnent généralement un sens qui dépasse celui strictement lié aux activités visant à incorporer une personne à un milieu donné. Sachant que la mise à l’emploi n’est pas forcément au bout de la formation, l’association concentre aussi ses efforts dans la qualité de vie que peuvent obtenir les personnes lorsqu’elles auront quitté la formation. Et pour définir cette “qualité de vie”, elles doivent tenir compte de l’ensemble des composantes de la vie des femmes (vécus et systèmes de valeurs). Certaines d’entre elles ouvrent les perspectives d’emploi pour les femmes en offrant des formations dans des secteurs dits traditionnellement “masculins”. Leur souhait est de “de faire en sorte que l’on trouve normal qu’une femme postule pour des fonctions comme camionneuse, électricienne, maçonne, plombière”. D’autres associations essayent de valoriser les secteurs dits traditionnellement “féminins”. Il s’agit de “mettre de l’intelligence dans tout ce qu’on fait”. “On ne voit pas les femmes qui sont derrière la raclette. Mais au client, on dit: vous allez respecter qui nous sommes”.

“Le moi de chaque individu est devenu un capital qu’il faut faire fructifier” V. de Gaujelac

- Entre un public de plus en plus nombreux de femmes “à risques” et un nombre limité de places à offrir  
Bon nombre d’associations se posent la question des “exclues” de la formation (celles qui ne répondent pas aux critères), des habitantes de la “boîte noire” (celles qui ignorent les possibilités de formation, celles qui ne peuvent pas suivre une formation suite à des pressions familiales, les trop qualifiées mais aux énormes problèmes sociaux, etc.). Généralement, les personnes qui ne sont pas sélectionnées par l’association sont orientées vers d’autres lieux. Cette fonction de réorientation est conçue et réalisée comme un travail à part entière (accueil “sourire”, évaluation des compétences et prérequis, constitution de banques de données, accompagnements divers comme l’aide aux démarches administratives, etc.)

### L’évolution dans les caractéristiques des femmes “à risques”: davantage de scolarisées?

Pour les associations, la question se pose: quelles femmes “à risques” privilégier? Parfois, les femmes qui souhaitent s’inscrire en formation ont un niveau de scolarité supérieur à celui qui est demandé (souvent, les jeunes filles ont au moins leur CESS), ce qui ne les empêche pas de cumuler une série d’autres difficultés. Ainsi, pour respecter les termes de certains baux de fond ou pouvoirs subsidiaires, le choix de l’association peut s’orienter soit vers les garçons (qui, eux, correspondent aux critères) et les femmes scolarisées entrent dans la frange de l’“exception” (Le Décret francophone tolère une marge de 20%), soit vers les femmes au profil moins “lourd” (lorsque l’objectif de la formation est assez qualifiante ou de production), soit vers les femmes les plus précarisées. Le public diversifié des femmes et le nombre important d’institutions dont elles dépendent obligent l’association à gérer des problématiques particulières diverses (comme par exemple celles spécifiques aux “femmes rentrantes”, aux femmes handicapées, aux “primoarrivantes”, aux femmes avec des problèmes mentaux, etc.), et ce, tant sur le plan pédagogique (composition des groupes et suivi individualisé) que sur le plan administratif (articles 60, revenus d’intégration, contrôle des chômeurs, heures d’éligibilité, etc.).

### Avec l’évolution des concepts, plus de confusion pour l’analyse et l’engagement collectif

Depuis les trente/quarante dernières années, la signification de certains mots ou concepts liés au domaine de l’insertion sociale et professionnelle s’est modifiée (pauvreté, chômage, activation, insertion, etc.) Un même terme peut évoquer plusieurs sens et les représentations qui lui sont liées peuvent relever de plusieurs conceptions. Il n’est pas rare qu’un concept, comme par exemple “activation”, puisse être interprété de diverses façons et dans ce cas-ci, soit comme un droit, soit comme une obligation. Dans les pratiques au quotidien des associations, le besoin se fait sentir de redéfinir certains concepts suite à des malentendus (on ne parle pas de la même chose) ou suite à un conflit entre conceptions différentes (on ne veut pas la même chose).